



PRÉFET DE HAUTE-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LÉGALITÉ

ARRÊTE PRÉFECTORAL N° BCTE / 2023 -137 DU 24 NOVEMBRE 2023
mettant en demeure la société ADDIPLAST implantée en Z I de Campine,
à SAINT-PAL DE MONS de régulariser sa situation administrative
en application du L 171-7 du Code de l'environnement

Le préfet de la Haute-Loire
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le titre 1^{er} du livre 1 du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L 171-7 ;

VU le décret du Président de la République du 10 mai 2023 portant nomination de Mme Cheffi BRENNER ADANLÉTÉ, en qualité de sous-préfète chargée de mission auprès du Préfet de la Haute-Loire, secrétaire générale adjointe de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Yvan CORDIER en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2023-81 du 10 novembre 2023 désignant Mme Cheffi BRENNER ADANLÉTÉ, sous-préfète chargée de mission auprès du Préfet de la Haute-Loire, secrétaire générale adjointe de la préfecture de la Haute-Loire, pour assurer l'intérim du secrétaire général de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n°D2B1/2005-498 du 22 décembre 2005 réglementant les activités de la société ADDIPLAST pour son établissement sis ZI de Campine à Saint-Pal-de-Mons ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 03 octobre 2023, établi à la suite d'une inspection du 14 septembre 2023, constatant que la société ADDIPLAST a étendu ses activités sans respecter les dispositions de l'article R 181-46 du code de l'environnement, transmis à l'exploitant ;

VU le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance de la société le 19 octobre 2023 ;

VU l'absence d'observation de la part de la Société ADDIPLAST sur ce projet, dans le délai imparti ;

CONSIDÉRANT que la société ADDIPLAST, à la date de signature du présent arrêté, n'a pas demandé à bénéficier du régime de procédure de l'enregistrement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1. Mise en demeure

La société ADDIPLAST est mise en demeure, pour son installation sise Z I de Campine, 43620 SAINT-PAL DE MONS, de régulariser la situation administrative des installations qu'elle exploite en déposant, dans un délai de six mois maximum :

- si l'exploitant souhaite continuer à bénéficier du régime de procédure de l'autorisation, un dossier de porter à connaissance établi conformément aux dispositions de l'article R 181-46-II du code de l'environnement et comportant tous les éléments nécessaires d'appréciation (évolution des impacts et des dangers, conformité aux arrêtés ministériels applicables, plans...). Ce dossier sera accompagné d'une demande d'examen au cas par cas conformément aux dispositions de l'article R 122-3-I du code de l'environnement, la modification réalisée dépassant en elle-même le seuil du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2662 de la nomenclature des installations classées, OU
- un dossier de demande d'enregistrement établi en application de l'article R 512-46-1 du code de l'environnement si l'exploitant souhaite basculer l'ensemble de ses installations sous le régime de procédure de l'enregistrement.

Article 2. Voies et délais de recours

Conformément à l'article L 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr

Article 3. Publicité

Conformément à l'article R 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Haute-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4. Exécution - Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, le sous-préfet d'YSSINGEAUX, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire de SAINT-PAL DE MONS et qui sera notifié à la société ADDIPLAST.

Au Puy-en-Velay, le 24 novembre 2023

Le préfet et par délégation
la secrétaire générale par intérim,



Cheffi BRENNER ADANLÉTÉ